

En cas d'urgence

Etudiant(e) :

Nom : Nom marital :

Prénom :

Personne à contacter en cas d'urgence :

Nom : Prénom :

Lien de parenté : N° Téléphone :

Adresse complète :

.....

Cocher votre choix :

☐ **J'autorise**

☐ **Je n'autorise pas**

L'institut de Formation des Manipulateurs en Electroradiologie Médicale de Clermont-Ferrand, à prendre toutes les mesures médicales urgentes et conservatoires rendues nécessaires par l'état de santé de l'étudiant(e) nommé(e) ci-dessus (appel des secours publics et/ou privés, gestes de premiers secours,...)

Fait à : Le :

**Signature du représentant légal
pour les étudiants mineurs**

Signature de l'étudiant

ETUDIANT MINEUR (À la date d'entrée en formation)

Etudiant(e) :

NOM : Prénom :

Date de naissance :

Fournir la copie du livret de famille ou décision de justice.

Responsable légal (1) : Merci de joindre la copie de votre pièce d'identité

NOM : Prénom :

N° Téléphone : e-mail :

Adresse :

Responsable légal (2) : Merci de joindre la copie de votre pièce d'identité

NOM : Prénom :

N° Téléphone : e-mail :

Adresse :

Transmission des informations au(x) représentant(s) légal(aux) :

A l'issue du semestre, si l'étudiant est toujours mineur à cette date, les informations suivantes seront communiquées au(x) représentant(s) légal(aux), à l'adresse susmentionnée :

- Les résultats/ notes de l'étudiant, après délibération de la Commission d'Attribution des Crédits. Aucun résultat transitoire ne sera communiqué par l'institut
- Les absences de l'étudiant qui ne seraient pas justifiées

AUTORISATION

Je soussigné(e) (Nom, Prénom) :

Agissant en qualité de responsable légal, **autorise** :

Nom, prénom étudiant(e) :
dans le cadre de sa formation, à effectuer un/des stage(s) pour le temps de sa minorité.

Fait à : Le :

Signature du ou des représentant(s) légal(aux)

**Autorisation d'un/des représentants légaux pour le
versement des indemnités de stage et frais de déplacements dans le cadre des stages**

Je soussigné(s) (Nom(s), Prénom(s)) :
Représentant(s) légal (légaux) de l'étudiant(e) mineur(e) :
(nom, prénom), né(e) le à
Inscrit à l'Institut de Formation de Manipulateurs en Electroradiologie Médicale de Clermont-Ferrand en
.....année

Autorise ce (cette) dernière(e) à bénéficier du versement des indemnités de stage et frais de déplacements versées dans le cadre des stages, conformément à l'article 7 de l'arrêté du 14 juin 2012 modifié par l'arrêté du 9 septembre 2020 relatif au diplôme d'Etat de Manipulateur en Electroradiologie Médicale.

Je confirme mon (notre) choix que ces indemnités soient versées sur :

- ☐ Le compte bancaire de (Nom, prénoms de l'étudiant)
en tant que bénéficiaire direct (joindre RIB)
- ☐ Mon (notre) compte bancaire en tant que représentant(s) légal (légaux) (joindre RIB)

Cette autorisation doit être accompagnée d'une copie de la pièce prouvant le lien entre le(les) représentant(s) légal (légaux) et l'étudiant(e) mineur(e) ci-dessus mentionné(e) (livret de famille...).

En conformité avec ce choix, je (nous):

- Certifie/certifions les coordonnées bancaires transmises à l'institut exactes
- Demande et accepte que tous les versements relatifs aux indemnités et frais de déplacements susmentionnés soient réalisés sur ces coordonnées de paiement pour la période relative à l'année scolaire en cours.

En cas d'erreur ou de modification des coordonnées bancaires au cours de l'année, le bénéficiaire et son représentant légal s'engagent à en informer l'Institut de Formation de Manipulateurs en Electroradiologie Médicale et à communiquer dans les plus brefs délais un nouveau relevé d'identité bancaire.

Je reconnais être informé(e) des dispositions des articles 441-6 et 441-7 du Code pénal, ce dernier prévoyant « (...) qu'« est puni d'un an d'emprisonnement et de 1500 euros d'amende le fait : 1° d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ; 2° De falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ; 3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié. Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 4500 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui. »;

Date et signature d'un/des représentants légaux